



## PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER  
Réf. à rappeler : DCVC-EIM-GM-N°2005-119-

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

---

#### COMMUNE DE LOZINGHEM

---

#### EXPLOITATION DE TERRIL

---

#### ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

---

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Officier de la Légion d'honneur

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et notamment son article 18 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 20 juillet 1989 ayant autorisé la Société SURSCHISTE à exploiter le terril de schistes miniers n° 13 dits « 3 Bis d'Auchel Est » sis sur le territoire de la commune de LOZINGHEM ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 août 1998 imposant des prescriptions complémentaires pour la poursuite de l'exploitation du terril précité ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1998 ayant autorisé la Société TERRILS SA à succéder à la Société SURSCHISTE pour l'exploitation du terril n°13 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 mai 1999 relatif aux garanties financières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 ayant autorisé la Société Schistes du Nord et du Pas-de-Calais à succéder à la Société TERRILS SA pour l'exploitation du terril susvisé ;

VU le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 27 janvier 2005 ;

**CONSIDERANT** que, lors de sa visite sur le site le 2 décembre 2004, l'Inspecteur des Installations Classées a constaté des pentes excessives adoptées en périphérie du terril pour le stockage des matériaux fins (0-20 mm) comme en témoignent le ravinement important sur la façade ouest, les différents éboulements et le débordement de matériaux sur une portion de la clôture qui se trouve ensevelie ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspecteur des Installations Classées au pétitionnaire en date du 29 avril 2005 ;

VU la délibération de la Commission départementale des Carrières du 10 mai 2005 à la séance de laquelle le pétitionnaire était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté préfectoral au pétitionnaire en date du 23 mai 2005 ;

**CONSIDERANT** que la Société Schistes du Nord et du Pas-de-Calais n'a pas formulé d'observation dans le délai réglementaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04-10-253 du 15 novembre 2004 portant délégation de signature ;

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire référencé DCVC-EIM-RA/FT n°99-104 en date du 10 mai 1999 est complété par les prescriptions suivantes :

" 3.7. – Les dépôts de matériaux non valorisés sont réalisés et aménagés de façon à leur garantir une stabilité pérenne et empêcher tout risque d'éboulement, érosion ou entraînement consécutif par l'eau, et ce quelles que puissent être les circonstances climatiques (exemples : gel, dégel, fortes pluies).

Compte-tenu de la nature des matériaux, aucune pente de talus ne doit excéder une verticale pour 4 horizontale, sauf à justifier la tenue pérenne d'une pente supérieure par une étude effectuée par un tiers expert en géotechnique et adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

Au besoin, cette pente de talus doit être réduite pour satisfaire à l'objectif précité.

De même que sont mises en œuvre les mesures empêchant la saturation des matériaux par l'eau ou la stagnation de l'eau."

.../...

## **ARTICLE 2 :**

La mise en conformité du site aux prescriptions de l'article 3.7 introduit par l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus doit être réalisée pour le 31 décembre 2005.

## **ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS (article L 514-6 du Code de l'Environnement) :**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 4 : PUBLICITE :**

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de LOZINGHEM et peut y être consultée.

Le présent arrêté sera affiché en Mairie de LOZINGHEM pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par Monsieur le Maire de LOZINGHEM.

Le présent arrêté sera également affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

## **ARTICLE 5 : EXECUTION :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Sous-Préfet de BETHUNE, Monsieur le Maire de LOZINGHEM et Monsieur le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARRAS, le 14 juin 2005

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Signé : Patrick MILLE.

### **Ampliations destinées à :**

- M. le Directeur de la Société Schistes du Nord et du Pas-de-Calais  
12, rue de l'Artisanat – B.P. 335 – 62334 LENS CEDEX
- M. le Sous-Préfet de BETHUNE
- M. le Maire de LOZINGHEM
- M. le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à DOUAI
- Dossier

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Administratif délégué,



